



La véritable histoire de l'Union européenne

Par [Annie Lacroix-Riz](#)

Mondialisation.ca, 21 juillet 2015

historiographie.info

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Réponse à un lecteur,

La réalité de cette Union européenne, amorcée à la fin du 19e siècle par les associations capitalistiques franco-allemandes, et qui prit son visage définitif, sous la tutelle américaine ajoutée à l'allemande, entre les années 1920 et les années Jean Monnet-Robert Schuman d'après Deuxième Guerre mondiale, fait brutalement tomber le masque du « projet européen » qui a dupé tant de peuples et pendant si longtemps. Tous les messages que vous avez cités dans un précédent courriel de ce 14 juillet 2015 prêtent à l'union européenne une identité sympathique, au moins fugace, qu'elle n'a *jamais* eue, ni en 1926 (fondation du cartel international de l'acier) ni en 1950 (discours de Robert Schuman sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier). C'est d'ailleurs l'origine d'une déception sans objet. La casse de l'histoire, systématique, dans tous les pays concernés, et la propagande quotidienne ont entretenu les illusions.

Il fut un temps, et vous le savez, où les partis marxistes, bien informés, notamment par le « camp démocratique » guidé, eh oui !, par l'URSS (pays dont il serait temps de faire sérieusement l'histoire), et indépendants de « l'Occident » guidé par Washington, connaissaient les tenants et aboutissants de « l'Europe » (alors « occidentale »), l'écrivaient et le clamaient. Les archives originales l'attestent, qui révèlent, dans le cas français, l'effroi du Quai d'Orsay devant les révélations, incontestables mais encore parfois au-dessous de la cruelle vérité, que *L'Humanité* et la presse communiste diffusaient quotidiennement tant sur l'abominable Plan Marshall que sur celui d'union européenne qui en constituait le prolongement : l'objectif était de créer un énorme marché européen pour l'impérialisme américain, avec la perspective d'y intégrer, sous la tutelle secondaire mais essentielle de l'ancien Reich (alors zone occidentale de l'Allemagne puis RFA), le continent européen entier, ce qui supposait entre autres de balayer le « camp socialiste ». Notons qu'on continue ces temps-ci à réclamer un Plan Marshall pour tout et n'importe quoi, notamment pour la Grèce : on ne croit pas si bien dire, on y est, avec une grande partie des conditions attachées aux emprunts « européens » de l'époque...

Le tout prit corps sous la « protection »-carcan américaine du Pacte atlantique d'avril 1949 et de son organisation militaire, l'OTAN, disposant de bases dans le monde entier (*stepping stones*) et mettant en œuvre la « stratégie périphérique » (aérienne) qui vouait les peuples dépendants à la mission explicitement décrite de « chair à canon » (*canon fodder*). Cette ligne avait été entièrement définie à Washington *pendant* la Deuxième Guerre mondiale, à l'heure où l'URSS assurait la partie militaire, avec ses dizaines de millions de victimes militaires et civiles de la guerre d'attrition conduite par l'impérialisme allemand, de ce qui fut l'écrasante victoire économique et politique des Etats-Unis en 1945. L'option américaine

n'eut donc rien à voir avec la chronologie de la « Guerre froide », attrape-nigauds aussi puissant et efficace que celui du « projet social » de l'union européenne. Rappelons qu'une base militaire, à l'ère maritime (britannique) et aéronautique (états-unienne) de l'impérialisme (voir même avant cette phase impérialiste, pour le cas britannique), constitue *d'abord* une base de contrôle économique de *l'empire*.

Que la plupart des partis, mouvements et syndicats révolutionnaires ou (vraiment) « démocratiques » aient changé d'avis sur l'union européenne et cédé aux illusions (certains, de longue date, d'autres, qui ont résisté plus longtemps, plus récemment, inutile d'établir ici le sinistre palmarès) mesure seulement l'ampleur des défaites et abdications successives du « mouvement démocratique » au bout de plusieurs décennies de crise systémique du capitalisme et de victoires politiques du « camp impérialiste » (camp très malade cependant). Ces illusions ont généré une situation aussi désespérante pour les peuples que celle de 1914, c'est à dire aussi *momentanément* désespérante qu'en 1914. A cet égard, la synthèse de Jacques Pauwels, [1914 1918. La grande guerre des classes](#), Bruxelles, Aden, 2014, riche sur les questions politiques et sociales, aidera les désespérés à réfléchir, par comparaison, sur les issues possibles. Sur la clé *économique* du phénomène, tant en 1914 qu'aujourd'hui, impossible de sortir du cadre de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, de Lénine, qu'il faut lire ou relire, tant cette brochure est adaptée à la période que nous vivons. Sans en négliger la portée politique, puisqu'elle souligne la responsabilité éminente de la fraction dirigeante des partis « ouvriers », « l'aristocratie ouvrière » de la Deuxième Internationale qui avait soutenu l'union sacrée et conduit ses mandants à la boucherie. De même, le chœur « européen » des partis de « gauche » et des syndicats nationaux groupés sous la bannière de la Confédération européenne des syndicats sanglote aujourd'hui sur le paradis perdu et conjure ses membres et sympathisants (de moins en moins nombreux, ce qui ne diminue pas toujours les moyens des organisations concernées) de se battre pour le maintien l'euro et une union européenne fantasmée, ou plutôt de les soutenir par sa seule renonciation à lutter. Car ledit chœur empêche de toutes ses forces, depuis plusieurs décennies, ses mandants de défendre activement leurs propres intérêts politiques et sociaux, jusqu'ici avec grand succès, il faut l'admettre.

Nous atteignons avec le coup de force ou coup d'État contre la Grèce (qui en effet, ressemble comme deux gouttes d'eau au Munich extérieur de la nuit du 29-30 septembre 1938 et au « Munich intérieur » consécutif) une phase de la crise de l'impérialisme décisive pour que les yeux se dessillent. Le problème supplémentaire, non scientifique assurément, est qu'il faudrait trouver une solution politique, et vite, pour sortir d'un enfer déjà atteint ou qui nous menace tous ou presque. Commençons par arrêter de crier au loup et au retour du « nationalisme » comme si les mouvements fascistes, naguère qualifiés de nationaux, avaient vraiment l'intention de reconstituer les nations mises à l'agonie par l'impérialisme, Etats-Unis et Allemagne en tête : c'est ce que les partis fascistes, financés par le grand capital (comme aujourd'hui), ont prétendu dans l'entre-deux-guerres, avant de se rouler aux pieds du vainqueur, montrant ce qu'il fallait entendre par « partis nationaux », tandis que les prétendus « métèques » se battaient pour les intérêts nationaux et sociaux de la population de leur pays d'accueil. Le fascisme, excellent moyen, pour le grand capital, d'écraser les salaires en cas de besoin, ne « passe » que si les populations omettent de se battre pour leurs intérêts sociaux : si le peuple grec et les autres luttent contre ce qui les accable, le « fascisme » ne passera pas ; s'ils y renoncent, laissant le grand capital libre de confier ses intérêts du jour à des auxiliaires politiques « à poigne », c'est une autre affaire.

Je me permets, sur l'aspect historico-scientifique de ces questions, de renvoyer à mon

ouvrage [Aux origines du carcan européen, 1900-1960](#) (2e édition), Paris, Delga-Temps des cerises, 2015, évidemment plus précis que le contenu des conférences. J'ai consacré nombre de travaux depuis les années 1980-1990 (dont plusieurs figurent dans la bibliographie du livre sur le Carcan) aux tentatives ayant abouti à la création de l'Union européenne. Les sources contemporaines des événements ne laissent aucune illusion sur la similitude absolue entre les intentions de ses fondateurs et leurs réalisations, et sur l'inanité de la thèse d'une « dérive » de l'union européenne entre 1945-1960 et la période actuelle (voir le *curriculum vitae* de 2014 de mon site, qui sera bientôt actualisé à la date de juin 2015). Et, sur le fascisme, à mes travaux sur l'entre-deux-guerres, notamment [Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930](#), Paris, Armand Colin, 2010, et [De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3e République, 1938-1940](#), Paris, Armand Colin, 2008.

Annie Lacroix-Riz

La source originale de cet article est historiographie.info
Copyright © [Annie Lacroix-Riz](#), historiographie.info, 2015

Articles Par : [Annie Lacroix-Riz](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca